

- C. Bespreking van de bezwaren
1. Procedurele bezwaren en adviezen
(...)
2. Bezwaren en suggesties die niet gekoppeld zijn aan ruimtelijke kernbeslissingen
(...)
3. Bezwaren en suggesties, gekoppeld aan ruimtelijke kernbeslissingen (RKB's)
(...).

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[98/23233]

Nomination d'un membre du jury chargé de la délivrance du diplôme de géomètre-expert immobilier

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 1998, M. Philippe Aoust, juge de paix, est nommé membre du jury chargé de la délivrance du diplôme de géomètre-expert immobilier en remplacement de Mme Françoise de Roy, avocat.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[98/27373]

Protection du patrimoine

COMBLAIN-AU-PONT. — Conformément aux dispositions des articles 192 à 200 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 13 mai 1998 classe comme monument les façades et toitures de la Maison du Peuple de Poulseur, ainsi que les décorations intérieures de la salle des fêtes, les plafonds des pièces du rez-de-chaussée (café, hall d'entrée et ancienne coopérative), les carrelages du café, les parquets en chêne du premier étage, les portes intérieures, les cages d'escalier et les rambarde en fer forgé.

Une zone de protection est établie, conformément aux dispositions de l'article 205 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

JODOIGNE. — Un arrêté ministériel du 3 juin 1998 inscrit sur la liste de sauvegarde la drève du château située dans le site de l'Ardoisière à Jodoigne, conformément aux dispositions des articles 189 à 191 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Une zone de protection est établie aux alentours, conformément aux dispositions de l'article 200 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[C - 98/21261]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par arrêt du 6 mai 1998 en cause de F. Leclercq contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 27 mai 1998, la Cour de cassation a posé les questions préjudicielles suivantes :

1. « L'article 8 alinéa 1^{er}, de l'arrêté-loi du 14 septembre 1918 [concernant la législation pénale] viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution en tant qu'il édicte que les décisions de la Cour militaire « sont prises à la majorité des voix », sans imposer qu'elles le soient à l'unanimité de ses membres lorsqu'elles réforment un acquittement ou qu'elles aggravent les peines prononcées par le conseil de guerre, alors que l'article 211bis du Code d'instruction criminelle, applicable aux juridictions d'appel ordinaires, dispose que s'il y a eu jugement d'acquittement, la juridiction d'appel ne peut prononcer la condamnation qu'à l'unanimité de ses membres et que la même unanimité est nécessaire pour que la juridiction d'appel puisse aggraver les peines prononcées par le premier juge ? »

2. « Les articles 10bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale et 19 alinéa 2, du Code de procédure pénale militaire violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution en tant qu'ils disposent respectivement que les personnes attachées, à quelque titre que ce soit, à une fraction de l'armée se trouvant en territoire étranger ou celles qui sont autorisées à suivre un corps de troupe qui en fait partie, qui auront commis une infraction quelconque sur le territoire d'un Etat étranger, pourront être poursuivies en Belgique et que, lorsqu'en dehors du temps de guerre, une fraction de l'armée se trouve en territoire étranger, elles seront jugées par les juridictions militaires pour toutes les infractions commises par elles sur le territoire étranger, alors que les personnes non visées par ces dispositions légales échappent à cette compétence élargie des juridictions militaires ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1341 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.